

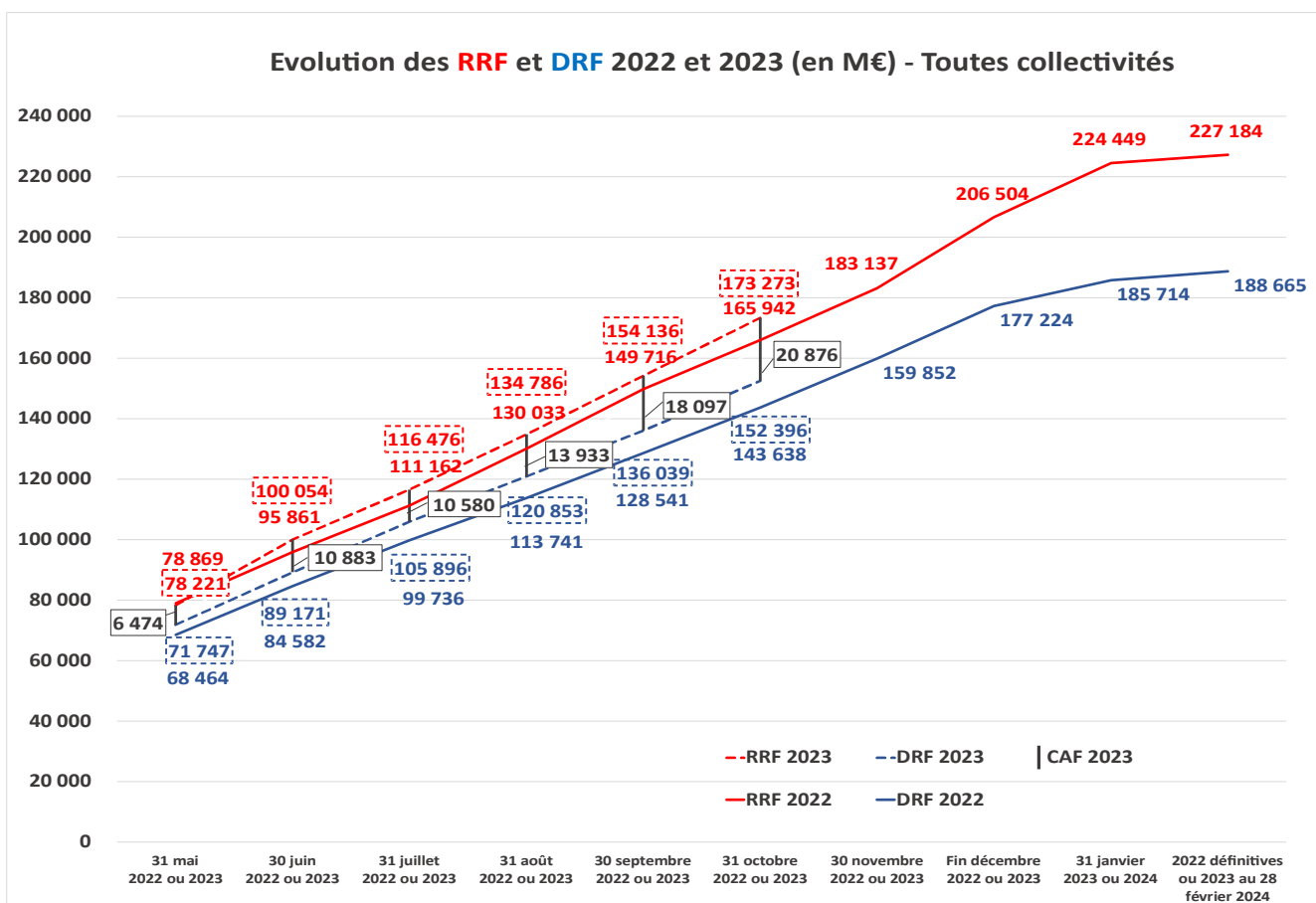
# Situation mensuelle comptable des collectivités locales (SMCL)

## Situation 2023 au 31 octobre 2023

Sixième Situation au titre de l'année 2023, cette SMCL est, comme toute situation provisoire en cours d'année, fortement marquée par des rythmes d'enregistrements en comptabilité qui peuvent varier d'une année sur l'autre et en fonction des pratiques locales. Les résultats présentés doivent donc être interprétés avec une prudence particulière tenant compte de ces éléments d'incertitude.

### Recettes

Les recettes de fonctionnement globales de l'ensemble des collectivités locales sont **en hausse** au 31 octobre 2023 sur un an (+4,4 %, soit +7,3 Md€), liée notamment à la hausse des recettes fiscales (+4,2 %, soit +5 Md€).



## Dépenses

Les dépenses de fonctionnement globales des collectivités **augmentent** (+6,1 %, soit +8,8 Md€), notamment sous l'impulsion des frais de personnel (+4,7 %, soit +2,7 Md€), des achats et charges externes (+8,5 %, soit +2 Md€), des contributions obligatoires (+5,9 %, soit +0,7 Md€), des subventions (+5 %, soit +0,6 Md€) ainsi que des frais de séjour (+10 %, soit +1 Md€) et des aides à la personne (+4 %, soit +0,7 Md€) versés par les départements et les collectivités territoriales uniques (CTU) d'outre-mer.

Les **dépenses d'investissement** augmentent pour toutes les strates de collectivités : +9,6 % pour le bloc communal, +5 % pour les régions et +2,7 % pour les départements.

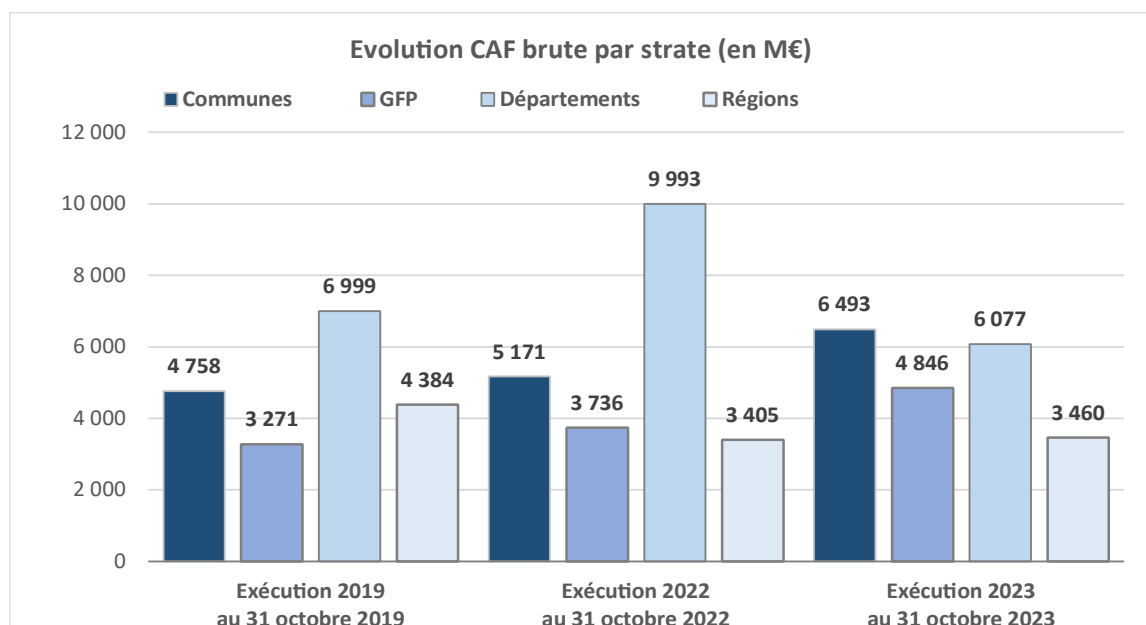
## Solde

L'**épargne brute** (ou capacité d'auto financement – CAF brute) est la différence entre les recettes et les charges de fonctionnement d'une collectivité. Cette épargne brute **permet d'identifier la part de ressources restant disponible pour investir**, après paiement des charges récurrentes.

L'**épargne brute globale des collectivités locales s'élève à près de 20,9 Md€ au 31 octobre 2023**. En diminution à date sur un an (-6,4 %), elle reste supérieure à son niveau d'avant crise (19,4 Md€ au 31 octobre 2019).

Pour les régions, elle augmente sur un an mais elle est inférieure à celle de 2019. En revanche, le bloc communal affiche un niveau supérieur à celui de 2022 et 2019. Enfin, l'épargne brute des départements baisse par rapport à 2022 et 2019.

Epargne brute (CAF brute) en M€	Exécution 2019 au 31 octobre 2019	Exécution 2022 au 31 octobre 2022	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Evolution	Évolution 2023/2019	Evolution 2023/2022
Communes	4 758	5 171	6 493		36,5%	25,6%
GFP	3 271	3 736	4 846		48,2%	29,7%
Départements	6 999	9 993	6 077		-13,2%	-39,2%
Régions	4 384	3 405	3 460		-21,1%	1,6%
<b>Total</b>	<b>19 411</b>	<b>22 304</b>	<b>20 876</b>		<b>7,5%</b>	<b>-6,4%</b>

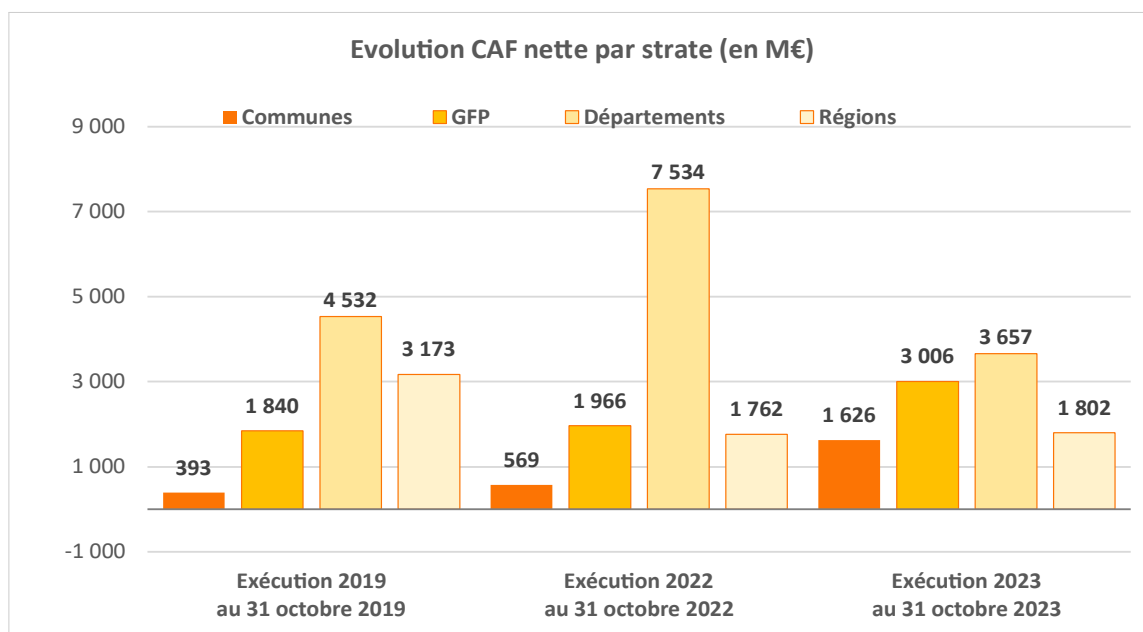


L'épargne nette (ou CAF nette) est l'épargne brute après déduction des remboursements de dettes.

L'épargne nette 2023 de l'ensemble des collectivités locales s'élève à près de 10,1 Md€ au 31 octobre. Elle est inférieure à celle constatée au 31 octobre 2022 (11,8 Md€). Elle est en hausse par rapport au 31 octobre 2019 (9,9 Md€).

L'épargne nette, à fin octobre, dépasse celles de 2022 et 2019 pour le bloc communal. Elle diminue pour les départements par rapport à 2022 et 2019. Pour les régions, elle progresse sur un an et s'établit à 1,8 Md€, soit à un niveau inférieur à celui de 2019 (3,2 Md€).

Epargne nette (CAF nette) en M€	Exécution 2019 au 31 octobre 2019	Exécution 2022 au 31 octobre 2022	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Evolution	Évolution 2023/2019	Evolution 2023/2022
Communes	393	569	1 626		314,3%	185,6%
GFP	1 840	1 966	3 006		63,3%	52,9%
Départements	4 532	7 534	3 657		-19,3%	-51,5%
Régions	3 173	1 762	1 802		-43,2%	2,2%
<b>Total</b>	<b>9 938</b>	<b>11 832</b>	<b>10 091</b>		<b>1,5%</b>	<b>-14,7%</b>

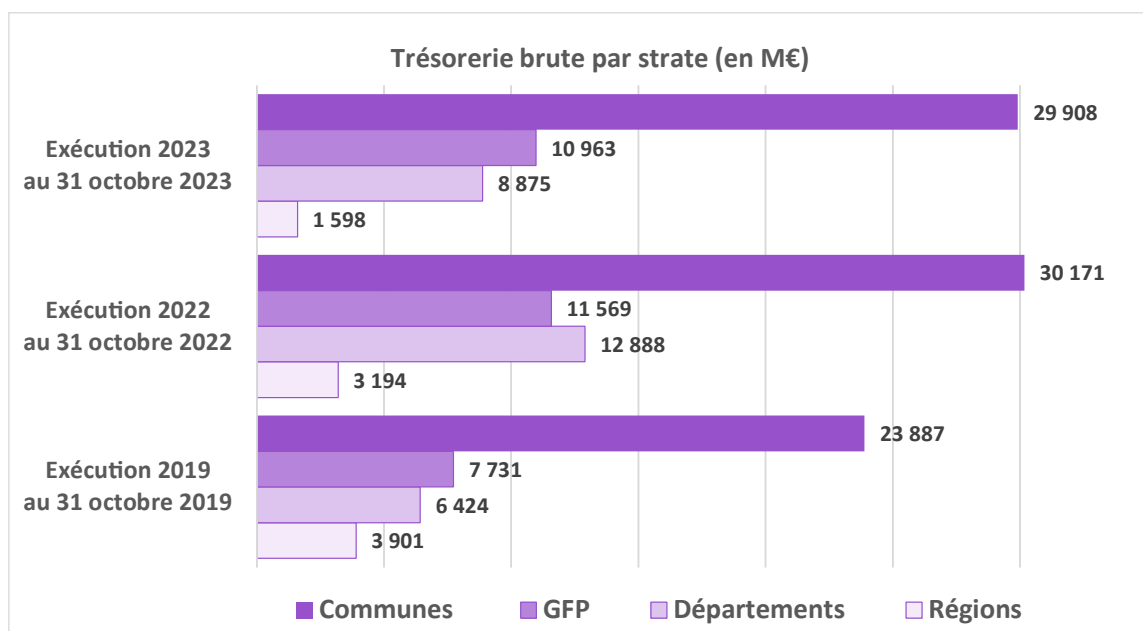


## Trésorerie

La **trésorerie** correspond au montant des fonds déposés sur le compte au Trésor (compte 515).

La trésorerie des collectivités locales s'élève à 51,3 Md€ à fin octobre 2023. Elle **diminue à date** par rapport à 2022 (57,8 Md€), mais est supérieure à celle de 2019 à fin octobre (41,9 Md€).

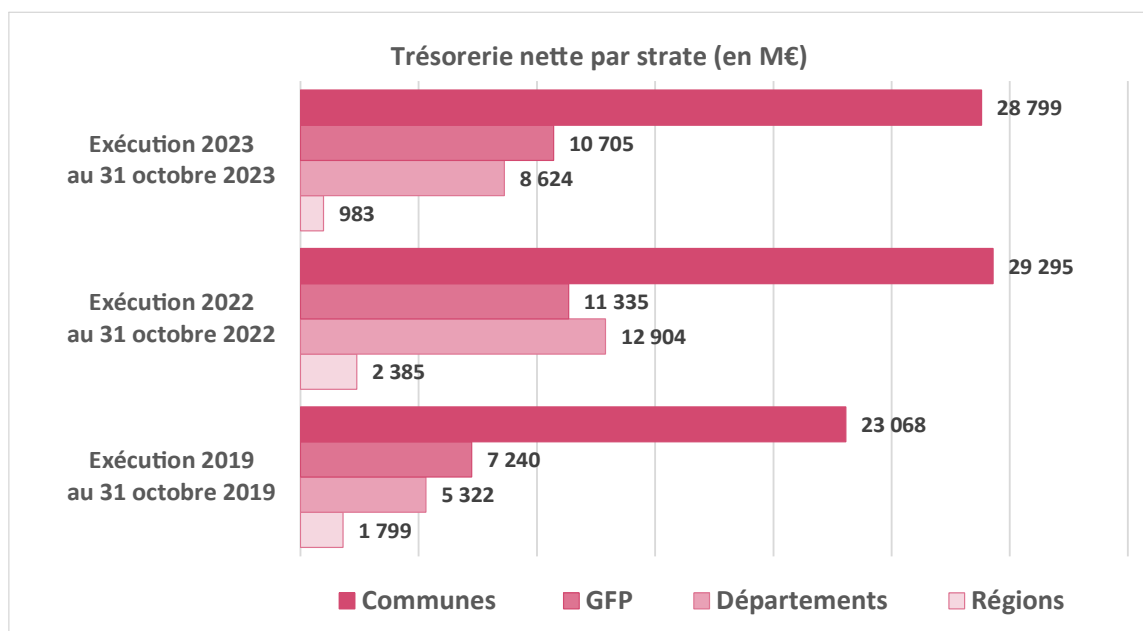
Trésorerie brute en M€	Exécution 2019 au 31 octobre 2019	Exécution 2022 au 31 octobre 2022	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Evolution	Évolution 2023/2019	Evolution 2023/2022
Communes	23 887	30 171	29 908		25,2%	-0,9%
GFP	7 731	11 569	10 963		41,8%	-5,2%
Départements	6 424	12 888	8 875		38,2%	-31,1%
Régions	3 901	3 194	1 598		-59,0%	-50,0%
<b>Total</b>	<b>41 943</b>	<b>57 822</b>	<b>51 344</b>		<b>22,4%</b>	<b>-11,2%</b>



La **trésorerie nette** correspond au montant des fonds déposés sur le compte au Trésor (compte 515), déduction faite des concours financiers à court terme (lignes de crédit de trésorerie, essentiellement).

La trésorerie nette des collectivités locales s'élève à 49,1 Md€ au 31 octobre 2023, soit un niveau inférieur à celui de fin octobre 2022 (55,9 Md€). Elle est **en progression** par rapport au 31 octobre 2019 (37,4 Md€).

Trésorerie nette en M€	Exécution 2019 au 31 octobre 2019	Exécution 2022 au 31 octobre 2022	Exécution 2023 au 31 octobre 2023	Evolution	Évolution 2023/2019	Evolution 2023/2022
Communes	23 068	29 295	28 799		24,8%	-1,7%
GFP	7 240	11 335	10 705		47,9%	-5,6%
Départements	5 322	12 904	8 624		62,0%	-33,2%
Régions	1 799	2 385	983		-45,4%	-58,8%
<b>Total</b>	<b>37 429</b>	<b>55 918</b>	<b>49 111</b>		<b>31,2%</b>	<b>-12,2%</b>



### Remarque méthodologique

La Direction générale des Finances publiques (DGFIP), en tant que teneur de compte du secteur public local, centralise mensuellement les balances comptables de l'ensemble des collectivités dont la comptabilité est tenue par un comptable de la DGFIP. Le champ retenu est celui des budgets principaux des communes, des groupements à fiscalité propre, des départements et des régions. Le suivi infra-annuel permet de comparer les recettes et les dépenses comptabilisées sur les exercices à une date donnée.

Cette évolution infra-annuelle doit être appréhendée avec précaution car elle est impactée, d'une part, par le rythme d'encaissement par les collectivités de leurs recettes (y compris versements de l'État, notamment la dotation globale de fonctionnement (DGF)) et, d'autre part, par le rythme d'inscription en comptabilité de ces versements. Ces pratiques des collectivités peuvent varier d'une année sur l'autre, de même que la date de certains versements importants.